

MONDE ARABE

Le commerce arabe bénéficiera de la politique commune d'immigration et de visas

Les responsables de l'immigration du monde arabe espèrent supprimer les obstacles administratifs au commerce intrarégional.

Les participants à la 4ème Conférence arabe sur l'immigration, les passeports et la naturalisation réunis à Tunis, qui s'est terminée jeudi 1er juillet, ont appelé de leurs vœux une législation arabe commune en matière de passeports, de visas et de nationalité pour améliorer les relations et faciliter les échanges commerciaux.

Les Etats arabes doivent "faciliter la coopération et les échanges d'expertise et d'expérience entre tous les pays arabes en vue du développement des systèmes de passeports d'immigration, notamment à la lumière de l'expansion croissante des mouvements et de la mobilité des personnes et des flux financiers, de biens et de services entre les pays", a déclaré le directeur des Affaires de citoyenneté et des ressortissants étrangers en Jordanie, Hassan Assaf.

L'accent a également été mis sur la coopération entre les postes frontières des pays voisins pour réduire les infiltrations et la contrebande, ainsi que pour moderniser les systèmes de sécurité permettant de lutter contre l'immigration clandestine.

"Les autorités de l'immigration sont chargées de refouler les vagues d'immigrants clandestins qui empirent après que des mesures complètes eurent été mises en place en matière d'immigration légale", a expliqué Mohamed Ben Ali Kouman, le secrétaire général du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur.

"Elles luttent également contre les gangs organisés... qui mettent les vies des immigrants en danger", a-t-il ajouté. Ces immigrants, a-t-il poursuivi, "sont ensuite exposés à des organisations terroristes et à des gangs de narcotrafiquants qui les pourchassent et les enrôlent dans leurs rangs."

Cette conférence a également abordé le sujet sensible de l'autorisation accordée aux travailleurs et aux hommes d'affaires étrangers d'adopter la nationalité d'autres Etats arabes, qui est actuellement limitée par suite du désir de nombreux pays de maintenir leur composition géographique.

De nombreux résidents de ces pays ne possèdent aucun document d'identification et sont privés de leurs droits les plus fondamentaux du fait de ces res-

trictions, ont souligné les participants.

Les délégués présents à cette conférence ont approuvé un projet de législation pour un visa arabe unifié pour les chefs d'entreprises, destiné à faciliter leurs déplacements entre les pays arabes pour renforcer la Grande zone arabe de libre échange.

Faciliter les voyages d'affaires dans la région pourrait permettre plus de projets et des investissements conjoints dans de nombreux secteurs et contribuer à renforcer les opportunités d'emploi, ont-ils ajouté.

Par ailleurs, le ministre tunisien des Affaires étrangères Kamel Morjane a rencontré le député italien Gianfranco Fini à propos de la possible accession de la Tunisie au "statut avancé" avec l'Union européenne.

"La Tunisie sera dans une position privilégiée avec cette nouvelle loi sur l'immigration" en Italie, a déclaré le président de la Chambre des députés Fini lors d'une conférence de presse le 29 juin.

"La Tunisie n'a pas besoin d'engager un avocat à Bruxelles pour obtenir le statut de partenaire avancé. L'Italie appuiera sa demande", a-t-il ajouté. La Tunisie

avait déposé une demande en mai dernier pour se voir accorder le statut de "partenaire avancé".

"L'expérience de l'Union européenne est claire, et nous pourrions parvenir à l'unité lorsque nous saurons dépasser les sensibilités nationales", a-t-il ajouté. "L'Union européenne est dans les faits une union économique, et nous devons donc ignorer certaines des sensibilités et suivre des politiques économiques pour que tous les pays puissent en bénéficier. Les pays du Maghreb sont invités à fonctionner dans un tel cadre."

L'Italie est le deuxième plus important partenaire commercial de la Tunisie, avec des investissements bruts de plus de 10 milliards de dinars en 2008. Quelque 554 sociétés industrielles italiennes sont actuellement implantées en Tunisie, dont 21 sont des partenariats entre l'Italie et la Tunisie dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, représentant une valeur de 59 millions de dinars et 50 000 emplois.

Source: Monia Ghanmi et Mona Yahia pour Magharebia

Éducation, emploi et responsabilisation politique ont été parmi les principaux sujets abordés lors du récent Forum de la jeunesse arabe à Tunis.

Plus d'une centaine de jeunes délégués du monde arabe ont participé à un Forum de la jeunesse arabe de trois jours, qui s'est achevé dimanche 4 juillet à Tunis.

Les participants ont publié des recommandations visant la création d'emplois pour les jeunes diplômés. Ils ont également encouragé les jeunes à s'impliquer dans la vie publique.

"Notre rencontre d'aujourd'hui confirme l'importance de l'action commune, notamment entre les jeunes. Elle nous aidera à dépasser les défis que doit aujourd'hui relever le monde arabe, [et] à bâtir sur des valeurs partagées entre les peuples et leurs gouvernements".

Ce forum, co-parrainé par le secrétariat technique du Conseil des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Ligue arabe et le ministère tunisien de la Jeunesse et des Sports, s'est penché sur les programmes pour la jeunesse, l'enseignement, la formation, l'emploi des

jeunes et les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Les réunions se sont achevées dimanche par la lecture d'un projet de Déclaration de la jeunesse arabe à Tunis, qui intègre les appels lancés par les jeunes participants à leurs gouvernements respectifs.

Ces recommandations seront développées lors d'un sommet de la jeunesse du 24 au 27 août au Mexique.

Les participants à la réunion de Tunis ont assisté à des ateliers sur l'autonomisation des jeunes, le renforcement des capacités, la création de lieux de participation, le dialogue et le rôle des jeunes dans la promotion de la compréhension et de la coopération entre les peuples.

Les statistiques de la Ligue arabe montrent que 67 pour cent des Arabes ont moins de 25 ans. Cette jeunesse arabe est une richesse humaine et une source de main d'oeuvre très importantes, ont indiqué les participants.

Un autre point de discussion a été l'éducation. Dans le document final, les jeunes arabes demandent un meilleur accès à l'apprentissage pour les citoyens marginalisés et la création de centres d'enseignement technique et appliqué.

Mohammed Abad Andaloussi, directeur d'Injaz, une organisation de la société civile au Maroc, a expliqué que le problème du système éducatif arabe est l'accent mis sur des cours théoriques. "Ce qu'il nous faut, c'est apprendre par l'expérience", a-t-il ajouté.

L'université saoudienne King Saud est la seule institution arabe classée dans le 500 au classement des universités mondiales par le centre de recherche de Shanghai.

Le taux de chômage dans le monde arabe est le plus élevé au monde – 25,6 pour cent. Ce taux est encore plus élevé chez les jeunes diplômés, atteignant même 40 pour cent dans certains cas, toujours selon les chiffres de la Ligue arabe.

"Les demandes de base des jeunes arabes concernent l'emploi", a déclaré Tamara Hamza, venu d'Irak. "Quant à la participation politique, c'est aussi une préoccupation pour les jeunes, mais à un degré moindre."

Le taux de participation des jeunes arabes dans les organisations de la société civile va de 2 à 5 pour cent.

"Nous menons des discussions pour responsabiliser les jeunes en général et aider à améliorer la situation des jeunes arabes, notamment sur les questions essentielles", a expliqué le Tunisien Zouhaier Bjaoui à la fin de ce forum.

Aouiouich Boubia, qui dirigeait la délégation algérienne, a déclaré à la fin de ce forum que "résoudre ces questions ne sera efficace qu'avec l'implication de tous les jeunes arabes."

Source: Mona Yahia pour Magharebia